

Rationalité et irrationalité politiques : les contradictions de l'Unité Populaire chilienne

par Jacques ZYLBERBERG

Docteur en Sciences Politiques et Sociales UCL.
Chercheur associé de l'Institut Belge de Science Politique.

★

« L'orientation affectuelle et l'orientation rationnelle en valeur de l'activité se différencient l'une de l'autre par le fait que la seconde élabore consciemment les points de direction ultimes de l'activité et s'oriente d'après ceux-ci d'une manière méthodiquement conséquente. Pour le reste, elles ont en commun le fait que pour l'une et l'autre le sens de l'activité ne se situe pas dans le résultat comme étant au-delà d'elle-même mais dans l'activité ayant comme telle une nature déterminée ».
Max Weber.

1. Modèle et histoire.

Les discussions contemporaines devraient remettre en honneur le problème wébérien de la relation entre les moyens et les fins. L'avantage des schèmes taxonomiques ébauchés au début de « *Wirtschaft und Gesellschaft* », pour étudier les divers types de comportements et leurs motivations téléologiques, réside dans la neutralité conférée à la rationalité, qui n'est plus le résultat de la supériorité d'une culture déterminée sur une autre, mais un équivalent de la conséquence entre les buts et les procédés. La neutralité pure d'une conduite rationnelle est un type idéal, probablement inexistant, qui peut servir cependant à évaluer par opposition les conduites politiques réelles dans leurs cohérence ou incohérence (1).

(1) Vide : M. WEBER : *Economie et Société*, t. I, Trad. franç., Paris (1971), pp. 22-23 ; J. ZYLBERBERG : « Estudios Weberianos » in *Ciencia Social, Concepcion* (1970), no 1, pp. 123-146.

L'expérience de l'Unité Populaire chilienne de 1970 à 1973 offre un terrain privilégié pour cette forme d'évaluation scientifique.

Le gouvernement Allende prétendait réaliser une transformation progressive de la société par des moyens légaux, pour créer les bases d'une transition à un régime socialiste. Le caractère rationnel par finalité, en relation aux valeurs, affectif ou traditionnel d'un tel programme peut être perçu indirectement à travers les réponses fournies à trois questions dont la seconde seulement a retenu l'attention des observateurs européens (2).

a) Quelle est l'acception réelle des deux termes impliqués, légalité et socialisme, pour les acteurs concernés ?

b) Quelle est la compatibilité entre ces deux notions ou plus exactement que la seconde soit la conséquence de l'existence de la première ?

c) Quelles sont les relations qui se développent entre la formule symbolique explicite et les comportements réels ?

L'on ne peut répondre à ces questions sans dissocier analytiquement les structures constitutives de la vie politique et le modèle particulier et conjoncturel d'articulation de ces structures, tel qu'il s'est présenté sous le gouvernement Allende. Une étude génétique structurelle peut seule conférer une signification réelle aux relations entre comportements et finalités, ces derniers n'étant pas le résultat de choix arbitraires dans une constellation culturelle transcendante (3).

2. Les clés structurelles de la vie politique.

Une lecture sérieuse de l'histoire latino-américaine permet le décryptage de nombreuses conjonctures opaques, pour le politologue qui accepte de recevoir de la science historique une grammaire qui facilite l'appréhension des structures de longue durée conditionnant le présent des sociétés latino-américaines. Le poids du passé a laissé un héritage inachevé

(2) Vide e.a. : a) A. ACQUAVIVA et alii. : *Chili de l'Unité Populaire*, Paris, 1971 ; b) R. DEBRAY : *Entretiens avec Allende sur la situation au Chili*, Paris, 1971 ; c) A. LABROUSSE : *L'Expérience chilienne*, Paris, 1971 ; d) C. LAMOUR : *Le Parti chilien*, Paris, 1971.

N.B. La faiblesse de la plupart des écrits de langue française sur le Chili, de 1970 à 1973 provient de cette fixation des auteurs sur les deux termes, sans analyse critique des significations réelles de ceux-ci.

(3) Vide : J. ZILBERBERG : a) « Estudios Weberianos I », *op. cit.* ; b) « Les limitations du développement chilien, 1ère partie : Le Poids du Passé » in *Civilisations*, Bruxelles, 1973, vol. XXII, no 2, pp. 198-220.

N.B. La notion de genèse structurelle s'inspire des travaux de J. Piaget et L. Goldmann.

et dépendant. Cet inachèvement est particulièrement net dans le cas des dimensions constitutives du champ politique chilien (4).

2.1. *Le poids des hommes.*

L'histoire chilienne a toujours enregistré une démographie mesquine. Le nombre des hommes a toujours été insuffisant au Chili pour permettre le développement d'une économie viable. Cette faiblesse démographique a limité les effets de la rareté économique dissimulée par une exploitation extensive et prédatrice des ressources existantes. Depuis la seconde guerre mondiale, la population a pratiquement doublé, ce qui a dévoilé la faiblesse du système économique. Il faut noter également la concentration urbaine de la majorité de la population et la dispersion spatiale des secteurs ruraux (5).

2.2. *Les fondations économiques.*

Économiquement, le Chili a connu un mode de production prédateur, basé sur une appropriation désordonnée à court terme des ressources naturelles, surtout minières, destinées principalement à l'exportation. L'afflux variable des recettes d'exportations a entraîné la constitution d'une économie capitaliste, sous-développée et dépendante (6) :

a) le système économique chilien, reposant sur des circuits financiers et monétaires « modernes » et sur la main-d'œuvre libre, est capitaliste. Bien qu'il s'inscrive dans l'espace capitaliste mondial, ce système n'est pas capitaliste lui-même, n'étant pas doté d'une capacité d'accumulation et de reproduction incessante du capital (7).

b) la formation économique chilienne combine des secteurs d'âges différents. Entre ces secteurs, il y a connexion, articulation et échanges

(4) Sur l'histoire chilienne, vide e.a. : a) D. BARROS ARANA : *Historia Jeneral de Chile*, Santiago, 1884-1902, 16 vol. ; b) F.A. ENCINA : *Historia de Chile desde la Prehistoria hasta 1891*, Santiago, 1946-1952, 2ème éd., 20 vol. ; c) F.A. ENCINA : *Nuestra Inferioridad Económica, sus causas, sus consecuencias*, Santiago, 1955, 2ème éd. ; d) A. EYZAGUIRRE : *Historia de Chile, Génesis de la Nacionalidad*, Santiago, 1964 ; e) C. GAY : *Historia Física y Política de Chile*, Paris, Santiago, 1844-1871, 28 vol. + 2 Atlas ; f) R. ROMANO : « Une économie coloniale. Le Chili au XVII^e siècle », in *Annales - Economies - Sociétés - Civilisations*, Paris, 1960, t. 15, pp. 259-285.

(5) Vide : a) J. CROCCO FERRARI : « Volumen, Distribución y Composición de la Población », in *Geografía Económica de Chile*, Santiago, 1950, vol. II, pp. 108-126 ; b) J. CROCCO FERRARI : « Movimiento de la población », *ibid.*, pp. 127-159 ; c) E. PEREIRA SALAS : « El desenvolvimiento histórico-étnico de la población de Chile », *ibid.*, pp. 89-107 ; d) Les différents recensements (« Censos ») publiés par le pouvoir public (pas toujours fiables).

(6) Vide : a) S. BAGU : *Industrialización, sociedad y dependencia en América Latina*, Santiago, 1971 ; b) *Geografía Económica de Chile, op. cit.*, Santiago, 1950-1964, 4 vol. ; c) J. ZYLBERBERG : *Les limites internes du développement, essai socio-historique sur le Chili*, Louvain, 1972 (thèse inédite de doctorat).

(7) Le concept du système capitaliste que j'emprunte, dans un contexte légèrement différent à M. RODINSON : *Islam et Capitalisme*, Paris, 1966.

mais freinés et limités par les productivités différentielles. La prédation incessante des capitaux rares, due à la structure sociale et à la dynamique politique, empêche l'articulation normale de ces secteurs, provoque une croissance industrielle caricaturale, une stagnation agricole, une hypertrophie du chômage déguisé dans les services tertiaires. De tels phénomènes, unis à une explosion démographique, provoque une situation de sous-développement aggravée par la dépendance externe (8).

c) les crises cycliques de l'économie prédatrice, le retard technologique accumulé séculairement, la faiblesse du marché interne rendent un pays lourdement endetté, tributaire des intérêts extérieurs. Ces derniers s'infiltrant progressivement dans tous les secteurs rentables de l'économie locale, grâce à l'incapacité et à la complicité des élites dirigeantes chiliennes (9).

2.3. *L'horizon culturel.*

La multiplication des études économiques sur la dépendance de l'Amérique Latine a fait oublier la pesanteur des œuvres de civilisation souvent anciennes. Certains de ces segments culturels imprègnent l'ensemble des groupes chiliens, au sein desquels l'on peut relever la présence d'un paradigme culturel dominant qui intègre des orientations valorisant l'autoritarisme, l'idéologie du conflit, l'adhésion des institutions et le culte de la promotion socio-économique. Ces quatre orientations influencent à des degrés divers, les diverses idéologies en compétition. Ces dernières sont elles-mêmes en relation de complémentarité ou d'exclusion avec les paliers culturels religieux. Comme les sociétés latino-américaines baignent dans un climat religieux ancien, il est normal de retrouver la communion sectaire, le mysticisme, les représentations dualistes au sein du champ politique (10).

(8) Vide : a) C.I.D.A. : *Chile - Tenencia de la tierra y Socio-Económico del Sector agrícola*, Santiago, 1966 ; b) G.C. M.C. BRIDE : *Chile : Land and society*, New York, 1936 ; c) O. MUÑOZ : *Crecimiento industrial de Chile 1914-1967*, Santiago (1968) ; d) A. PINTO et alii. : *Chile Hoy*, Santiago, 1970.

(9) Vide : a) F.A. ENCINA : *Nuestra inferioridad económica — ...*, op. cit. ; b) D. LAMBERT : *Les inflations sud-américaines. Inflation de sous-développement et inflation de croissance*, Paris, 1959.

(10) Sur le paradigme culturel dominant vide : a) C. LALIVE et J. ZYLBERBERG : *Dichotomie sociale et pluralisme culturel : la dispersion politique de la classe ouvrière chilienne*. Rapport au 9ème congrès de l'A.I.S.P., Montréal, août 1973, pp. 11-15 ; b) V. NAZAR : « El Autoritarismo de la clase obrera y el proceso de cambios en las relaciones sociales de producción » in *Cuadernos de la Realidad Nacional*, Santiago, juillet 1972, pp. 222-234 ; c) B. S., VALENZUELA : *La integración social del sindicalismo a través del Aparato Legal*, Concepción, 1970. — Sur les paliers culturels religieux au Chili, leurs relations aux paliers idéologiques, vide : a) C. LALIVE D'EPINAY : *El Refugio de la Masas, Estudio Sociológico del Protestantismo chileno*, Santiago, 1968 ; b) C. LALIVE D'EPINAY et J. ZYLBERBERG : « Desarrollo desigual

2.4. *Intégration et dispersion sociale.*

Socialement, le Chili ne peut être conceptualisé à partir des notions marxistes de bourgeoisie et prolétariat. Les circonstances historiques ont conféré un caractère particulier aux forces chiliennes, qui synthétisent des fractions et des strates d'âges différents. Les catégories sociales chiliennes mélangent des groupes de production au sens marxiste et des groupes de possession vivant en parasite des ressources de l'Etat ou des secteurs productifs artificiels créés à partir des recettes du secteur d'exportation. L'histoire démographique et le sous-développement économique ont multiplié les strates sociales dispersées, et opposées matériellement, hétérogènes socialement, mais imbriquées culturellement et politiquement. Les notes suivantes ne reflètent qu'imparfaitement le degré de renouvellement, l'hétérogénéité, la polyvalence des différentes strates sociales. Cet inachèvement des forces sociales a laissé le Chili sans classes révolutionnaires comme celles qui dirigèrent le développement classique du capitalisme européen ou du capitalisme d'Etat soviétique (11).

a) *L'Oligarchie chilienne* contemporaine est ce groupe relativement fermé, constitué du 18^{ème} au 20^{ème} siècle, qui exerce une influence presque déterminante dans les processus économiques et cumule les indices de prestige socio-culturel. Classe mixte de production et de possession, elle se dissocie de la classe dominante européenne qui bouleverse sans cesse les instruments de production et l'ensemble des conditions sociales. La moitié des classes moyennes et l'explosion démographique ainsi que la grande crise de 1929 ont fissuré considérablement une domination qui n'avait jamais été stable et complète. L'Oligarchie a réagi cependant partiellement à son déclin par une consolidation des groupes monopolistes, l'acceptation de l'intégration conflictive des classes moyennes et du prolétariat urbain et finalement le partage du pouvoir économique avec un Etat chilien qui cessait d'être monolithique sociale-

conciencia de clase y religión, Estudio de la clase obrera y la pequeña burguesía en una zona de industrialización desarticulada: Concepción, Chile », in *Cuadernos de la Realidad Nacional*, juillet 1973, no 17, pp. 105-151 ; c) C. LALIVE D'EPINAY et J. ZYLBERBERG : *Les religions au Chili entre l'akénation et la prise de conscience*, Rapport au 9^{ème} congrès de l'A.I.S.P., Montréal, août 1973 ; d) I. VALLIER : *Catholicism, Social Control and Modernization in Latin America*, New York, 1970.

(11) Les études sérieuses d'ensemble sur les classes sociales au Chili sont rares. Vide : a) Un essai sociographique de J.M. MERINO : *Connotación Empírica de las Clases Sociales en Chile*, Publication no 4 de l'Institut Central de Sociologie, Concepción, 1973 ; b) Les interprétations historiques de F.A. ENCINA : *Historia de Chile...*, op. cit. ; c) Une anthologie de textes compilés par H. GODOY : *Estructura social de Chile*, Santiago, 1971. — Le caractère particulier de la stratification sociale en Amérique Latine a été signalé en détail dans l'ouvrage de F.H. CARDOSO : *Sociologie du développement en Amérique Latine*, Paris (1969) ; Sur les racines historiques de cette stratification, vide S. BAGU : *Estructura Social de la Colonia. Ensayo de historia Comparada de América Latina*. Buenos Aires, 1952.

ment, et les intérêts étrangers. Ce triple *modus-vivendi* répond aux besoins de sécurité, de stabilité et de permanence d'une Oligarchie qui ne se sent pas armée pour l'affrontement politique, le risque financier et le nationalisme économique (12).

b) *Les strates moyennes*, appelées parfois classes moyennes désignent un ensemble de groupes à distance, dont les fonctions de possession sociale l'emportent sur celles de production et dont les valeurs matérielles dominantes sont reprises à l'Oligarchie à savoir la consommation ostentatoire et le besoin de sécurité. Ces strates ont un accès important au pouvoir politique, une pénétration plus limitée dans la propriété des moyens de production, et par conséquent un train de vie plus restreint que celui de l'Oligarchie, dont elle copie le style mais nettement supérieur à celui des classes populaires (13).

Pourquoi ces groupe intermédiaires ne se constituent-ils pas en petite bourgeoisie ou même en bourgeoisie ? Dans la période historique qui se termine en 1920-1930, la prépondérance oligarchique explique ce blocage. Contrôlées par la couche supérieure, les strates moyennes sont socialisées dans des valeurs pré-capitalistes, surtout lorsque les descendants ruinés des vieilles familles intègrent les classes de possession bureaucratiques. Enfin, à la différence des bourgeois européens de jadis, les strates moyennes ne sont pas condamnées à la production pour survivre. En acceptant la tutelle oligarchique, elles peuvent croître comme clientèle privilégiée. Après 1930, le rôle des classes moyennes est ascendant mais cette ascension diffère de la déviance du marchand médiéval, qui accèdera en quelques siècles au pouvoir politique par le biais du pouvoir économique. Au Chili, les strates moyennes accèdent au pouvoir politique par simple force numérique, sans accumulation préalable (14).

(12) Sur le pouvoir de l'oligarchie chilienne, vide R. LAGOS : *La Concentración del Poder Económico*, Santiago, 1966. — Sur l'échec de l'oligarchie chilienne, l'interprétation de A. PINTO : *Chile, un caso de desarrollo frustrado*, Santiago, 1962, à comparer avec J. ZYLBERBERG : « Les limitations du développement chilien (1ère partie)... » *op. cit.* — En ce qui concerne l'adaptation contemporaine de cette catégorie, vide J. MORRIS : *Las Élites, los Intelectuales y El Consenso*, Santiago, 1967. — Sur les traits spécifiques de la bourgeoisie au sens strict, il semble inutile de rappeler en détail les ouvrages de K. MARX, W. SOMBART et M. WEBER.

(13) Selon MERINO, les classes moyennes, qu'il appelle petite bourgeoisie, représentent dans la population active urbaine, 32 % de la population, vide *Connotación empírica...*, p. 6. — Vide deux interprétations des classes moyennes chiliennes : a) F.B. PIKE : « Aspects of Class Relations in Chile 1850-1960 » in *Hispanic American Historical Review*, vol. XLIII, n° 1, pp. 14-33 ; b) J. ZYLBERBERG : *Structures, Actions et Orientations des Classes moyennes chiliennes*, Louvain, 1972 (inédit).

(14) Sur la déviance du marchand médiéval : Vide J. BAECHLER : « Essai sur les origines du système capitaliste » in *Archives Européennes de Sociologie*, Paris, 1968, t. IX, n° 2, pp. 205 et sq.

Dans ce contexte, le refus par les strates moyennes d'une industrialisation généralisée est compréhensible. Tout en comprenant la nécessité de l'industrialisation, les secteurs intermédiaires choisirent un modèle caricatural d'industrie lourde financée par les emprunts étrangers, pour ne pas devoir sacrifier leur propre consommation. L'histoire a assigné donc un rôle anti-bourgeois aux groupes intermédiaires chiliens, ceux-ci ayant même eu le triste privilège historique de sceller des liens étroits avec les Etats-Unis depuis 1940, c'est-à-dire de précipiter le pays dans une dépendance accrue. Ayant échoué dans leur propre révolution, les strates moyennes ont contribué largement à l'intégration conflictive des « classes populaires » (15).

c) Les « classes populaires » est un concept ambigu qui désigne au moins trois strates sociales qui ne sont guère que des notations classificatoires arbitraires qui recouvrent une variété de fractions sociales diverses (16).

Ainsi le prolétariat classique industriel, au sens marxiste représente une minorité du prolétariat chilien. Les grandes concentrations ouvrières, industrielles ou minières, sont relativement réduites. Tout comme les couches supérieures et moyennes, ce prolétariat s'est intégré conflictivement dans l'équilibre précaire de la société chilienne. L'intégration syndicale ouvrière contemporaine est paradoxale. Elle est autonome, dans la mesure où elle définit, de manière relativement libre, les aspirations ouvrières de court terme ; elle est intégrée et conformiste dans la mesure où elle se plie aux règles du système dominant. Elle peut mettre à son actif d'avoir limité la ponction de la plus-value prélevée sur les syndiqués et d'avoir amélioré leurs conditions de vie. Le prix de cette intégration est élevé parce que leur concentration et leur niveau culturel élevé conduit les ouvriers des enclaves productrices modernes à exercer une influence prépondérante dans l'action ouvrière nationale où ils inhibent les déviances

(15) Vide : a) J. MORRIS : *Las Elites...*, op. cit. ; b) J.R. STEVENSON : *The Chilean Popular Front*, Philadelphia, 1942 ; c) B.S. VALENZUELA : *La Integración Social...*, op. cit.

(16) Cfr. l'Evaluation statistique du prolétariat urbain réalisée par J.M. MERINO :

1° Prolétariat industriel et minier	20
2° Prolétariat non industriel (services, transports, construction, etc.) ...	31
3° Employés sans qualification	22
4° Fractions prolétarisées (domestiques, main-d'œuvre familiale, etc.) ...	27

100 (en %)

potentielles des autres groupes populaires pour lesquels ils constituent un exemple à imiter (17).

Les employés prolétarisés sont fort différents et s'accroissent sans cesse dans une économie capitaliste dont le secteur tertiaire est hypertrophié. L'époque contemporaine voit une détérioration constante du niveau de vie de ces employés et bureaucrates de plus en plus mal payés et dont les conditions de vie les assimilent au prolétariat et même au sous-prolétariat bien que leurs valeurs soient souvent celles des secteurs intermédiaires. Ces cols blancs forment une clientèle excellente pour les mouvements populistes (18).

Le *sous-prolétariat* est occupé dans des unités industrielles petites ou moyennes ou dans des unités de production, quelle que soit leur nature, d'âge antérieur aux activités économiques modernes. A l'exception de quelques milliers de mineurs de charbon, ce sous-prolétariat est dispersé dans des milliers d'unités productrices. A cette strate, peuvent être assimilés les *travailleurs indépendants* ou capitalistes d'un sou, de même qu'une *masse flottante urbaine* de chômeurs, de domestiques, de petits employés temporaires en surnombre, sans oublier les *Indiens* du Sud, plus ou moins marginaux. Les capitalistes d'un sou et les sous-prolétaires urbains sont les suiveurs par excellence de toute agitation populiste qui leur promet une amélioration matérielle. Dans les campagnes, le contrôle rural strict ne tolérait guère d'agitation. Néanmoins, la réforme agraire du gouvernement Frei avait permis la syndicalisation de nombreux sous-prolétaires agricoles et la promotion socio-économique de ceux-ci. Cet aménagement de la domination traditionnelle, effectué dans un climat de confrontation violente, a inhibé les faibles potentialités d'une rupture révolutionnaire rurale (19).

(17) Sur cette strate prolétaire classique, vide : a) A. ANGELL : *Politics and the Labour Movement in Chile*, Londres, 1972 ; b) J. BARRIA : *El Movimiento Obrero en Chile : Sintesis Histórico-Social*, Santiago, 1972 ; c) C. LALIVE D'EPINAY et J. ZYLBERBERG : « Développement inégal »,... *op. cit.* ; d) C. LALIVE D'EPINAY et J. ZYLBERBERG : *Déchéance sociale et pluralisme culturel...*, *op. cit.* ; e) J. PETRAS et M. ZEITLIN : *El Radicalismo Político de la clase trabajadora chilena*, Buenos Aires, 1970 ; f) B.S. VALENZUELA : *La integración social del sindicalismo*, *op. cit.* ; g) S.F. ZAPATA : *La stabilité politique du Chili, quelques hypothèses sur le rôle du mouvement ouvrier*, Paris, mars 1970 (inédit).

(18) Selon MERINO, ils sont légèrement plus nombreux que les prolétaires industriels, vide note 16, supra.

(19) Sur les formes de marginalité que peuvent prendre ces diverses catégories, vide : a) A. QUIJANO : « Rôle marginal de l'économie et main-d'œuvre marginalisée », in A. ABDEL MALEK : *Sociologie de l'impérialisme*, Paris, 1967, pp. 301-331 ; b) A. SAAVEDRA : « El Mapuche, un caso de Marginalidad », in *Ciencia Social*, Concepción, 1970, pp. 39-70.

2.5. La concurrence idéologique.

La compétition idéologique ne ramène pas à l'unité les fractions sociales. L'on peut déceler dans la culture politique chilienne contemporaine cinq types idéaux de projets idéologiques plus ou moins compétitifs (20).

a) *Le projet révolutionnaire global* propose une mutation radicale de la société dirigée par un parti prolétaire autonome excluant par la violence les autres forces macro-sociologiques. Les différentes variantes de ce projet s'articulent autour d'un axe commun de type « blanquiste-léniniste » qui privilégie le problème des moyens, la prise du pouvoir par la force, le thème de la finalité socialiste, ayant été reléguée dans un avenir plus ou moins proche. Diffusé au Chili par les intellectuels issus des milieux oligarchiques et petits bourgeois, cette culture marxiste sui-generis peut entrer en combinaison avec les orientations autoritaires et conflictives de la culture chilienne et peut influencer les groupes sous-prolétaires, auquel le système dominant offre une motivation de promotion économique sans possibilité réelle d'intégration sociale (21).

b) *Le projet révolutionnaire graduel* aspire à une transformation socio-politique respectueuse de la tradition et de la spécificité chilienne. La visée idéologique se nourrit de l'intégration politique ancienne des groupes prolétaires urbains dans la vie institutionnelle et de la participation au pouvoir par le biais du « frontisme ». Ce projet léniniste-stalinien, imprégné par l'orthodoxie soviétique, est en tension dialectique à moyen terme entre une intentionnalité révolutionnaire et un réformisme développementiste. A court terme, l'empirisme du projet, la préoccupation pragmatique de ne pas heurter la culture dominante en milieu ouvrier, fait acquérir des composantes populistes à l'idéologie révolutionnaire graduelle (22).

c) *Le projet développementiste-moderniste* rejette le marxisme et propose une transformation économique qui ne rompt pas avec la domination capitaliste internationale ou nationale. Le développementisme propose surtout des transformations médiates qui s'appuient sur l'expansion industrielle, stimulée par le crédit externe et des innovations modernisantes. Offrant la possibilité théorique d'une mobilité individuelle, appuyée par

(20) Les cinq types idéaux représentent aussi bien les discours explicites des partis que les idéologies implicites que l'analyse peut déceler dans les symboles véhiculés et surtout dans les conduites, dans « le processus de vie réel » (MARX). — Vide C. LALIVE D'EPINAY et J. ZYLBERBERG : « Desarrollo desigual... », *op. cit.*, p. 20 et *sq.*

(21) *Op. cit.*, *loc. cit.*

(22) *Op. cit.*, *loc. cit.*

une partie des classes moyennes et dominantes ainsi que par des secteurs catholiques divers, la pénétration à long terme du projet modernisateur se heurte partiellement à la persistance du paradigme culturel dominant (23).

d) *Le projet conformiste* est imprégné par la nécessité de sauvegarder le statu-quo et de conserver un monde idéal menacé par le changement. Coloré culturellement par les valeurs rurales, la prétention à l'intégration nationale et à la solidarité non-confliktuelle des classes sociales sous la direction paternaliste des classes dominantes, cette visée en équilibre instable entre les valeurs libérales et conservatrices, est tentante pour les sous-prolétaires auxquels elle offre un sentiment de sécurisation et de stabilité (24).

e) *Le populisme* est difficile à définir. Idéologie sans principe, véhiculée par des groupes qui refusent les choix politiques, cette visée en Amérique Latine traduit la réaction nationale et anti-oligarchique des membres ruinés de l'oligarchie et de la petite bourgeoisie dans des époques de stagnation économique. Le projet populiste multiplie les thèmes symboliques diffus, dont le contenu émotionnel dispense les porteurs du message d'élucider de manière précise et rationnelle sa signification. Le populisme chilien est certainement cette théorie de la misère que Marx reprochait à Proudhon, qui fleurit dans une situation de sous-développement et dans un cadre spatial de concentration urbaine où le prolétariat industriel est minoritaire. Le populisme prétend sauver le « peuple » par la consolidation d'un pouvoir philanthropique qui absorberait les richesses amassées par le capitalisme international et par la réaction interne pour les redistribuer aux « pauvres » (25).

2.6. *Les partis politiques.*

Tout parti qui brigue le pouvoir au Chili est obligé de représenter plusieurs groupes sociaux. Pour ne pas être en position de faiblesse constante, chaque parti adopte, outre son idéologie manifeste, des paradigmes idéologiques latents, qui lui permettront d'étendre son influence

(23) Vide sur le développementisme : a) T. DOS SANTOS : *La Crisis de la teoria del desarrollo y las relaciones de dependencia en América Latina*, Santiago, 1968 ; b) J. ZYLBERBERG : « Note sur quelques contradictions du développement national et régional chilien : 1965-1970 », in *Civilisations*, Bruxelles, 1971, vol. XXI, no 4, pp. 406-422.

(24) Vide C. LALIVE D'EPINAY et J. ZYLBERBERG : « Desarrollo desigual... », *op. cit.*, pp. 120 et sq.

(25) Vide p. 407 in J. ZYLBERBERG : « Les limitations du développement chilien, 2ème partie : Le présent : l'Expérience Allende » in *Civilisations*, Bruxelles, 1972, vol. XXII, pp. 406-424.

sociale. Pluralistes idéologiquement, polyclassistes dans leur recrutement, les forces politiques ne peuvent se maintenir dans un pays où se multiplient groupes de possession et strates sous-prolétaires, que par la consolidation d'un système de prébendes et clientèles. Les forces politiques devront aussi diluer et véhiculer de manière diffuse leurs doctrines pour pouvoir satisfaire simultanément leurs « pères fondateurs », leurs clientèles et même les associés politiques ou économiques étrangers. Le tableau suivant, non exhaustif, présente une ébauche de la complexité du jeu partisan chilien (26).

La structure partisane chilienne en 1970 (27)

Formations partisans	Idéologies manifestes	Idéologies latentes	Clientèles
1. Parti National	Conformisme	Fascisme, Conservatisme, Libéralisme, Développementisme	Oligarchie Strates moyennes Sous-prolétariat.
2. Parti Radical	Socialisme Démocratique	Conservatisme, Développementisme, Populisme	Strates moyennes.
3. Démocratie chrétienne	Christianisme Social	Développementisme	Polyclassisme.
4. Parti communiste	Marxisme	Léninisme- Stalinisme	Proletariat Sous-prolétariat.
5. Parti socialiste	Marxisme	Populisme, Socialisme Démocratique, Léninismes, Castrisme	Strates moyennes Proletariat Sous-prolétariat.
6. M.A.P.U.	Christianisme Social	Populisme, Léninisme,	Strates moyennes Sous-prolétariat.
7. M.I.R.	Marxisme	Populisme, Léninisme- blanquisme, Castrisme	Strates moyennes Sous-prolétariat.

2.7. Les groupes de pression.

Aucune force politique ne représentant adéquatement une strate sociale déterminée, chacune de celles-ci, ainsi que les différentes fractions qui les

(26) La meilleure étude contemporaine des partis politiques chiliens est celle de G. URZUA VALENZUELA : *Los Partidos Políticos chilenos, las fuerzas políticas. Ensayos de insurgencia política en Chile*, Santiago, 1968.

(27) N.B. : 1) Le présent tableau n'indique que les principaux groupes en 1970. Le manque de place nous empêche d'indiquer les multiples groupes existants, surtout à gauche et à l'extrême gauche ; 2) La mention de clientèle ne signifie pas nécessairement que le parti mentionné soit numériquement majoritaire au sein des strates sociales qu'il influence.

composent, se sont vues obligées de constituer une myriade d'associations qui constituent un système de pression inusité en Occident, par son ampleur. Réciproquement, les partis font le siège de ses organisations, pour renforcer leur pouvoir propre dans le système de domination par clientèle. Une coalition politique au pouvoir au Chili ne peut se maintenir que si elle ne heurte qu'un minimum de groupes de pression (28).

2.8. L'Etat.

L'Etat chilien combine les spécificités contradictoires de ses éléments constitutants :

a) La colonisation espagnole, la dispersion spatiale, la géo-politique et la peur des jacqueries rurales se sont conjuguées pour donner naissance à un Etat fortement centralisé (29).

b) L'histoire politique s'est combinée avec l'histoire économique, entre autre l'afflux fiscal des recettes d'exportation, pour maintenir le rôle traditionnel d'un pouvoir central interventionniste (30).

c) Les nécessités administratives et le système de clientèles ont favorisé l'éclosion séculaire d'une gigantesque bureaucratie patrimoniale et dys-fonctionnelle (31).

d) La multiplicité des acteurs sociaux en concurrence, la dispersion des groupes de pressions et des partis, maintiennent les traditions coloniales d'agitation violente permanente canalisée dans un système institutionnel légaliste (32).

e) Le pouvoir central oscille par le jeu de ses divers facteurs entre un régime autoritaire et un régime semi-démocratique enrayé (33).

(28) L'étude scientifique sur le fonctionnement des groupes de pression au Chili reste encore à faire.

(29) Cet Etat centralisé date des années 1830. Sur le système politique chilien, vide : a) F. GIL : *The Political System of Chile, op. cit.* ; b) N. LECHNER : *La Democracia en Chile*, Buenos Aires, 1970.

(30) Vide : a) R.J. ALEMPARTE : *El Cabildo en Chile Colonial (Origenes municipales de las repúblicas hispano-americanas)*, Santiago, 1940 ; b) E. MOLINA : *Bosquejo de la Hacienda Pública de Chile desde la independencia hasta la fecha*, Santiago, 1898 ; c) G. SUBERCASEAUX : *Historia de las doctrinas económicas en América y en especial en Chile*, Santiago, 1929 ; d) T. VILA : *Rol Económico del Estado in Geografía Económica, op. cit.*, vol. III, pp. 518-544.

(31) Vide sur les racines historiques de cette bureaucratie : a) C.H. HARING : *The Spanish Empire in America*, New York, 1947 ; b) M. SARFATI : *Spanish Bureaucratic Patrimonialism in America*, Berkeley, 1966.

(32) C'est pour cette raison que le système politique chilien est légaliste, mais ne conforme pas un ensemble démocratique stable, et est soumis régulièrement à des tensions et crises violentes, mêmes militaires. Cfr. A. JOXE : *Las fuerzas armadas en el sistema político de Chile*, Santiago, 1970.

(33) Le système chilien a des analogies frappantes avec les institutions de la Vème République française, du moins dans son fonctionnement.

Depuis une cinquantaine d'années, le Chili connaît un régime quasi-présidentiel qui mélange les aspects autoritaires et démocratiques. Le Président dispose de pouvoirs étendus mais *légalement*, il doit gouverner avec une lourde bureaucratie d'une loyauté douteuse et disposer d'un tiers au moins des forces parlementaires. *Politiquement*, il doit, évidemment, satisfaire la majorité des forces socio-politiques. Les alliances hybrides que supposent cette capacité légale et politique renforce la précarité d'institutions tellement délicates que même des réformes partielles les paralysent. La démocratie est en péril constant dans un pays affecté par les tensions sociales et politiques qui accompagnent la rareté ; jusqu'à présent, ces tensions ont empêché la continuité d'une action politique quelconque (34).

La démocratie enrayée s'est manifestée dans trois types de conjonctures politiques qui se succèdent régulièrement depuis 1930 (35) :

a) Le gouvernement populiste basé sur les strates moyennes, le « peuple » et une fraction de l'oligarchie (36).

b) Le gouvernement réformateur de centre droit appuyé par l'oligarchie, les strates moyennes et certaines fractions populaires (37).

c) La crise politique violente limitée dans le temps qui facilite la transition entre les deux premières options qui se terminent régulièrement par la rupture entre les partenaires sociaux et ou politiques qui intègrent les coalitions au pouvoir.

3. L'alliance hybride dite d'Unité Populaire.

L'Unité Populaire ne représente pas une mutation radicale de la vie politique chilienne mais une adaptation contemporaine de forces politiques traditionnelles (38).

3.1. Genèse d'une alliance.

La coalition dite d'Unité Populaire correspond au retour en force des courants populistes et léninistes-staliniens sur l'échiquier politique.

(34) Il est évident que la rareté confère un caractère différent au polyclassisme des partis et à leurs alliances hybrides qui ne sont viables en Occident que grâce à l'accumulation bourgeoise séculaire.

(35) Vide J. ZYLBERBERG : « Les limitations... 1ère partie... », *op. cit.*, pp. 213 et *sq.*

(36) Le meilleur exemple historique est celui du Front Populaire d'avant-guerre ; vide J.R. STEVENSON : « The Chilean Popular Front », *op. cit.*

(37) Cette formule prédomine politiquement de 1958 à 1970.

(38) Cfr. J. ZYLBERBERG : « Les limitations du développement chilien, 2ème partie : Le Présent, l'Expérience Allende », *op. cit.*

Cette tendance au populisme de gauche réapparaît périodiquement au Chili après chaque expérience timide de modernisation capitaliste. En 1970, le Chili sortait de 12 ans d'alliances politiques de centre-droite dont la plus audacieuse avait été entreprise par la Démocratie chilienne de 1964 à 1970. Cet essai de modernisation et de rajeunissement des structures chiliennes s'était soldé par un demi-échec, ses promoteurs ayant renforcé la dépendance locale et ayant été incapables de rompre avec un modèle de développement basé essentiellement sur les ressources du secteur externe (39).

Le gouvernement Frei provoque graduellement l'opposition des mécontents de tout bord. Alors que le parti démocrate-chrétien s'était affirmé comme l'unique possibilité démocratique de changement, il suscite une exaspération et une résistance croissante des diverses catégories sociales. Les fractions oligarchiques sont indignées par l'application pourtant incomplète d'une réforme agraire qui leur fait perdre une partie de leurs avoirs immobiliers et conduit à un système généralisé de syndicalisme paysan, et par le rôle croissant de l'Etat dans la vie économique. Les fréristes irritent les classes traditionnelles de possession évincées graduellement du système de clientèle par une machine partisane qui crée des bureaucraties parallèles dans tous les secteurs. De surcroît, les programmes développementistes ont réveillé de nombreuses aspirations que les contradictions de l'alliance polyclassiste au pouvoir de 1965 à 1970 et l'état réel de l'économie chilienne empêchaient de satisfaire intégralement. Les marginaux, les étudiants, les ouvriers, les militaires sont les principaux groupes dont les mouvements démontrent un certain réveil de la lutte des classes au Chili de 1968 à 1970 (40).

Ce réveil est notable dans la propagation et la diffusion rapides d'idéologies léninistes-blanquistes et l'apparition de groupes dissidents armés, réduits mais actifs. Les porteurs de ces doctrines révolutionnaires sont débordés et récupérés par un parti socialiste avantagé par son polyclassisme et son pluralisme idéologique. Le parti socialiste unifie le parti radical et d'autres groupes politiques représentatifs de classes moyennes désireux de bénéficier des avantages du pouvoir et un parti communiste, qui applique l'orthodoxie « frontiste » du léninisme-staliniste.

(39) Vide J. ZYLBERBERG : « Note sur quelques contradictions du développement national et régional chilien : 1965-1970 » in *Civilisations*, Bruxelles, 1971, vol. XXI, no 4, pp. 406-424.

(40) Vide une appréciation par un auteur démocrate-chrétien : S. MOLINA : *El Proceso de Cambio en Chile ; la experiencia, 1965-1970*, Santiago, 1972.

(41) Le rôle politique d'un parti socialiste, que l'on ne peut comparer avec aucun parti européen, est prépondérant, tant dans le succès que dans l'échec de l'U.P. Sur l'histoire de ce parti, vide J.C. JOBET : *El Partido Socialista de Chile*, Santiago, 1971.

L'ambiguïté initiale des courants d'opposition de centre et de gauche qui président à la naissance de l'Unité Populaire, synthétise deux tactiques : les dirigeants léninistes traditionnels veulent utiliser au maximum des institutions politiques existantes tout en évitant les avatars d'une révolution violente. Cette lutte légaliste satisfait la tentation classique des élites politiques traditionnelles et des strates moyennes de détourner à leur profit les luttes sociales chiliennes. Toute analyse réaliste de l'Unité Populaire chilienne doit tenir compte de ce syncrétisme des forces diverses qui forment une combinaison politique audacieuse sinon originale (41).

3.2. Structures d'une alliance.

a) Le tableau suivant résume le syncrétisme social et politique représenté par l'Unité Populaire chilienne :

L'unité populaire chilienne (42)

Forces sociales	Groupes de pression	Partis	Idéologies
1. Strates moyennes	1. Loges	1. Parti	a) Latentes
1. Strates moyennes de possession	maçonniques	Radical	1. Socialisme démocratique
2. Proletariat ouvrier et minier	2. Secteurs ecclésiastiques	2. Parti Communiste	2. Christianisme social de gauche
3. Sous-proletariat urbain	3. Syndicats de fonctionnaires	3. Parti Socialiste	4. Léninisme-staniliste
4. Sous-proletariat paysan	4. Groupes universitaires	4. M.A.P.U.	5. Populisme prédateur
	5. Centrale Générale des travailleurs	5. A.P.I.	b) Manifestes
	6. Réseaux de notables locaux	6. Sociaux Démocrates	1. Développementisme
			2. Révolutionnaire graduelle

b) L'hétérogénéité des éléments constitutifs interdisait aux partis politiques coalisés une définition précise de leurs objectifs stratégiques. Une discussion sur les finalités de longue et même de moyenne durée auraient conduit inévitablement à l'éclatement de l'alliance. Le socialisme était donc réduit à rester une notion obscure, voire mystérieuse, sinon magique, une représentation symbolique émotionnelle dans laquelle chaque acteur social pouvait prétendre retrouver sa vision du socialisme. L'irra-

(42) N.B. — 1) L'A.P.I. et les sociaux démocrates sont de petites formations de classes moyennes ; 2) Les groupes d'extrême gauche, presque tous léninistes-blancquistes, dont le M.I.R. est le plus important, ne font théoriquement pas partie de la coalition. Leur « appui critique » joue cependant un rôle qualitatif important ; 3) Les colonnes sont indépendantes, il n'y a pas de correspondances horizontales entre les numéros identiques de colonnes différentes.

tionalité partielle de la conjonction des différentes variantes du léninisme et des tendances populistes latino-américaines est dissimulée par le recours à *l'esprit du Front Populaire* chilien de 1939, mythe nostalgique d'un âge d'or chilien. La propagation contemporaine du mythe est facilitée par l'éloignement temporel de l'échec historique qui l'inspire. Ce mythe repose sur une série de valeurs latentes ou de prémisses culturelles, qui ont l'avantage d'exprimer les aspirations populistes et les tendances traditionnelles des classes moyennes tout en étant susceptibles d'une adaptation linguistique léniniste. Dans le tableau suivant, l'on voit comment le Front Populaire procure un crédo traditionnel à l'Unité Populaire, ensuite la traduction léniniste de ces syntagmes et finalement la congruence entre ces thèmes et l'expérience des différentes catégories sociales (43).

Crede idéologique de l'unité populaire en relation aux forces sociales (44)

Crede chilien traditionnel	Acculturation léniniste	Strates Moyennes	Prolétariat	Sous-prolétariat
1. Représentations manichéennes	Lutte des classes	—	±	+
2. Nationalisme	Anti-impérialisme	+	+	+
3. Economie prédatrice et système de clientèles	Justice sociale	+	+	+
4. Interventionnisme économique de l'Etat	Transition au socialisme	+	+	+

Le caractère vague et indéfini des prémisses culturelles, tant dans leur version traditionnelle que néo-léninistes, incitait les partenaires à négliger le plus possible le moyen et le long terme au profit d'une rationalité à court terme, qui conduit à un accord satisfaisant pour le plus grand nombre d'électeurs, quelles que soient les dysfonctions futures provoquées par la démagogie électorale.

c) Les partenaires réussirent, en multipliant les promesses démagogiques à énumérer une série *d'objectifs et de moyens* immédiats susceptibles d'emporter l'adhésion de groupes sociaux différents. Le programme de

(43) Sur le Front Populaire, et son échec, vide J.R. STEVENSON : *The Chilean Popular Front, op. cit.*

(44) La première colonne présente les thèmes implicites dans les expériences populistes et frontistes chiliennes antérieures. La deuxième, les slogans implicites utilisés par l'U.P., les troisième, quatrième et cinquième indiquent l'acceptation (+), le rejet (—) ou l'ambiguïté (±) vis-à-vis des slogans énoncés.

l'U.P. promettait une abondance immédiate à l'ensemble du « peuple » chilien ainsi que sa libération immédiate de la dépendance externe. Ces objectifs philanthropiques et paternalistes reposaient sur une foi aveugle dans les vertus des expropriations des intérêts économiques étrangers et monopolistes, une adhésion traditionnelle au jeu institutionnel de la semi-démocratie chilienne et facilitait une communion sectaire du « peuple » contre les minorités capitalistes. La démagogie poussée du programme commun était déguisée par une rationalisation simpliste : la confiscation des excédents productifs prélevés par les intérêts étrangers et le « capitalisme monopolistique national » permet ipso facto au pays de disposer de ressources gigantesques qui augmenteront les investissements. Simultanément, la suppression des relations capitalistes de production dans les grandes entreprises et l'extension de la réforme agraire, devaient stimuler une élévation considérable de la production et donc de la consommation. Inversement, l'augmentation de la consommation allait stimuler la production (45).

3.3. *Incongruences d'une coalition.*

La coalition hybride, dénommée Unité Populaire, devait à long terme, disparaître ou se modifier sous le poids de ses incongruences :

a) Ne pouvant ou ne voulant pas se donner des objectifs stratégiques communs, l'Unité Populaire devait créer un ritualisme et une communion sectaire autour d'une cosmovision confuse, résultat du brassage de deux idéologies dominantes, le frontisme et le populisme, qui ont fait historiquement la preuve de leur inefficacité tant au Chili que dans l'ensemble du Tiers Monde. La communion sectaire de masse ne peut se maintenir que par l'excommunication et la purge permanente qui fissurent fatalement un bloc poly-idéologique.

b) Les intérêts divergents des partenaires sociaux devaient provoquer inéluctablement un affrontement de groupes rivaux dans le partage du revenu national. L'alliance avec les strates moyennes était dangereuse dans la mesure où celles-ci ne s'alliaient avec les masses populaires que pour accentuer leur emprise parasitaire sur le système économique chilien sans accepter de le modifier réellement. L'armistice provisoire entre strates moyennes, ouvriers industriels et sous-prolétariat ne pouvait se

(45) Vide : *Programa básico de gobierno de la Unidad Popular*, Santiago, 17 de diciembre 1969. (Cfr. spécialement la section intitulée « Las primeras 40 medidas del gobierno de la Unidad Popular »).

changer en paix permanente que si l'état de sous-développement chilien disparaissait (46).

c) Il est évident qu'une économie prédatrice capitaliste et dépendante n'allait pas pouvoir par de simples mesures de nationalisation et d'augmentation de la consommation, se transformer en économie d'abondance. Les caudillos irrationnels de l'Unité Populaire semblent n'avoir pas envisagé de manière réaliste les dimensions de l'effort d'investissement qu'exige le développement et ont oublié les dysfonctions de court terme qu'entraîne souvent une politique de nationalisation industrielle et de réforme agraire (47).

4. Le fonctionnement de la coalition.

La croissance et le déclin politiques de l'Unité Populaire sont potentiellement présents dès le début de la prise du pouvoir. Les facteurs positifs et négatifs sont étroitement imbriqués durant les trois années d'exercice du pouvoir. Pour essayer d'éclairer quelque peu une conjoncture confuse, il est utile d'esquisser deux modèles mécaniques du fonctionnement, l'un correspondant à l'expansion et l'autre à l'agonie du régime.

4.1. *Le modèle de l'euphorie populiste.*

L'application plus ou moins fidèle du programme commun dans le secteur économique, à savoir l'appropriation des firmes monopolistiques étrangères et chiliennes, et surtout l'application d'une politique prédatrice d'encouragement à la consommation généralisée consolide l'Unité Populaire :

a) L'augmentation immédiate du pouvoir d'achat provoque un renforcement et une extension des bases sociales de l'Unité Populaire auxquels s'ajoutent des fractions entièrement neutres ou hostiles. C'est ainsi que de nombreux groupes de classes moyennes, entrepreneurs du secteur tertiaire, en viennent à adhérer à un régime qui induit une

(46) La tactique de collaboration avec les strates moyennes s'avérait correcte à condition d'en apprécier les limites et de ne pas confondre cet appui avec une adhésion au socialisme ni même un engagement dans une politique de développement. L'histoire chilienne contemporaine est en effet l'histoire de l'émergence de couches sociales intermédiaires qui exercent un chantage socio-politique permanent sur la droite traditionnelle pour augmenter sa quote-part dans la distribution du revenu national en échange d'une alliance politique qui neutralise les vellétés révolutionnaires des masses.

(47) La fixation séculaire de la culture dominante chilienne sur « l'Etat Nourricier » a contribué à une vision simpliste des problèmes économiques. Pour de nombreux intellectuels chiliens, le socialisme est une représentation symbolique qui combine la bureaucratie patrimoniale coloniale et l'Etat providence.

augmentation de la demande sur le marché des biens et des services, de la part des salariés anciens et nouveaux. L'augmentation des traitements et salaires consolide l'adhésion des employés et du prolétariat industriel ; l'engagement de nombreux chômeurs dans les nouvelles entreprises étatiques, l'expansion apparente des services scolaires et sociaux publics, une application plus intensive de la réforme agraire soulève l'enthousiasme des sous-prolétaires (48).

b) La politique économique du nouveau régime renforce une communion idéologique qui peut s'appuyer sur une liturgie politique spectaculaire — récupération des richesses nationales, justice sociale, excommunication des riches — en profond accord avec le paradigme culturel dominant au Chili. Les mesures économiques sont prises dans le cadre institutionnel légal, tout en étant accompagnées d'une violence symbolique verbale. La politique pseudo-keynésienne d'encouragement à la consommation satisfait les désirs de promotion socio-économique, promotion réalisée presque miraculeusement sans sacrifices, par les guides éclairés des masses...

c) Une base sociale accrue, cimentée par des valeurs mystiques communes ne pouvaient que renforcer un pouvoir exécutif, dont la base *politique* commençait à déborder la *base légale*, contenue par les institutions parlementaires et judiciaires. L'usage intensif du système traditionnel de clientèles et prébendes, dénommé pour la circonstance « *sistema de cuotas* » renforçait l'adhésion sociale, élevait le degré de loyauté de l'administration, élargissait considérablement l'électorat potentiel. Cette expansion politique était renforcée par les divisions de la Démocratie Chrétienne que son idéologie manifeste et son pluralisme social empêchaient de s'opposer directement à une politique nationaliste et philanthropique. Il ne restait donc plus qu'une minorité de droite et d'extrême-droite pour s'opposer à un gouvernement qui avait neutralisé, par des faveurs matérielles inusitées, les cadres militaires (49).

d) Les succès apparents enregistrés par la coalition relèguent au second plan les antinomies profondes entre une mythologie populiste de résurrection d'un âge d'or national et les différents projets léninistes de transformation graduelle ou globale. La nationalisation des intérêts capitalistes représente pour le populisme la réalisation immédiate d'une

(48) L'inachèvement des classes sociales en Amérique latine due à leur insertion précaire dans une formation économique caricaturale explique le comportement erratique politique des masses chiliennes. Cfr. C. LALIVE D'EPINAY et J. ZYLBERBERG : *Dualisme social...*, op. cit., p. 19.

(49) Vide J. ZYLBERBERG : « Les limitations... 2ème partie... » op. cit., pp. 410-412.

société d'abondance, comme jadis la découverte de l'or par les *conquistadores*. Il est vrai que les « réformes de structures » étaient nécessaires politiquement pour que la nation puisse contrôler directement des secteurs productifs mal utilisés par le secteur privé. Socialement, les réformes de structures signifiaient aussi une ascension partielle du prolétariat et du sous-prolétariat. L'approfondissement continu des réformes de structures aurait peut-être permis à la longue une libération sociale et politique du Chili. En leur donnant un contenu surtout émotionnel et en leur attribuant des vertus de prospérité qu'elles n'avaient point, les strates moyennes bureaucratiques ont transformé les réformes de structures en une arme à double tranchant qui allait se retourner contre le régime (50).

4.2. *L'anarchie populiste.*

a) Les nouvelles élites dirigeantes avaient promis à leur clientèle la réalisation d'une société d'abondance. Durant la période d'euphorie, une élévation immédiate du niveau de vie des masses fut rendue possible grâce à l'épuisement des faibles ressources nationales. Curieusement pour des gouvernants, dont la majorité se déclarait marxiste, la politique immédiate se basait sur les axiomes de Keynes : l'augmentation des émissions monétaires, des dépenses publiques et du pouvoir d'achat des masses exercerait un pouvoir multiplicateur sur la production. Un tel schéma est un non-sens dans un pays sous-développé étant donné l'inélasticité à court et à moyen terme de l'offre. Le gouvernement réussit cependant à augmenter artificiellement l'offre par l'utilisation de la capacité inutilisée de l'industrie chilienne, par l'importation massive de biens de consommation financés par les recettes d'exportation et par l'accroissement de l'endettement extérieur. Ce triple recours épuisé, le boom économique devait se terminer sans que la capacité réelle de production ait été augmentée. Ce qui entraînait une explosion inflatoire que conjuguaient deux phénomènes complémentaires : l'augmentation disproportionnée de la demande et les émissions monétaires exorbitantes (51).

(50) Ainsi dans le secteur agraire, l'expropriation des latifundia, qui n'a été suivie d'aucune politique rationnelle, a provoqué une baisse de la production et le renforcement des relations capitalistes de production. Vide G. ARROYO : « Después del latifundia, que ? », in *Mensaje*, Santiago, oct. 1972.

(51) L'inflation au Chili est plus que centenaire. Elle est le résultat de la faiblesse structurelle de l'économie. Dans le cas de l'Unité Populaire, elle a atteint des taux d'accroissement insupportables, suite aux erreurs des élites dirigeantes, qui semblent avoir, comme jadis les *conquistadores*, confondu « l'aspect brillant de l'or » et le « capital » (MARX). — Vide une discussion théorique permanente sur la politique économique de l'Unité Populaire, in *Panorama Económica*, Santiago, 1972, nos 272 et suivants.

La crise économique provoquée par l'application de schémas absurdes, dont la rationalité se réduit à la conquête immédiate de nouvelles clientèles électorales, aboutissait à une ruse de l'histoire. L'expérience allendiste unissait populistes et révolutionnaires dans une volonté commune d'indépendance nationale. Or, la politique appliquée plongeait le pays dans une dépendance accrue ; les recettes externes procurées par la mono-production cuprifère devaient financer non seulement les importations destinées à une industrialisation désordonnée et dépendante, mais même des biens de consommation de première nécessité. La coalition se légitimait aussi par sa volonté philanthropique de justice sociale ; l'explosion inflatoire déclenchée par une politique de court terme, allait cependant appauvrir encore plus considérablement les secteurs les plus démunis de la population, surtout s'ils n'avaient pas profité du système de clientèles (52).

b) La crise économique allait réduire les bases sociales de la coalition. L'inflation galopante, les disettes alimentaires, l'apparition du marché noir, conduisent à l'exode oppositionnel d'importantes fractions des classes moyennes qui oublient leur responsabilité dans la genèse de ces dysfonctions économiques. Une fraction importante du prolétariat industriel et minier des enclaves modernes de l'économie déserte une alliance qui ne lui sert plus d'instrument de bien-être. Une partie du sous-prolétariat agricole, qui avait profité de l'extension de la réforme agraire, s'opposait à un gouvernement qui l'empêchait par le blocage des prix agricoles, de se transformer en une petite bourgeoisie rurale. Le gouvernement allait de plus en plus devoir s'appuyer sur les clientèles bureaucratiques et sous-prolétaires urbaines pour survivre (53).

c) Les oppositions sociales et la crise économique interdisaient à la coalition le maintien d'une unanimité idéologique confuse. Les antagonismes idéologiques, les nécessités de contrôle des clientèles multipliaient les affrontements au sein des divers partis, les scissions de certains et même le passage à l'opposition de la fraction majoritaire des radicaux,

(52) N.B. : 1) Il est intéressant de constater que toutes les expériences populistes et frontistes des 50 dernières années se sont terminés de la même manière : renforcement accru de la dépendance externe, diminution du pouvoir d'achat du prolétariat et marginalisation accrue du sous-prolétariat. Ces constantes s'expliquent par le rôle ambigu des classes moyennes ; 2) Le terme de crise économique désigne approximativement une situation anarchique qui a perturbé en permanence la production, la commercialisation et les finances publiques.

(53) Les avantages matériels que l'U.P. devait consentir à ces clientèles augmentait, dans une situation d'inélasticité de l'offre, l'opposition des autres groupes sociaux mais n'était pas suffisante pour pouvoir obtenir une loyauté absolue des secteurs favorisés.

soucieux de ne pas se couper de leur clientèle de classes moyennes. Les élites dirigeantes ne peuvent se maintenir que par la fuite en avant. La fuite en avant consiste à s'attaquer à toutes les entreprises privées subsistantes dont les bénéfices permettraient d'alléger les déficits désastreux du secteur public. Comme cette technique ne diminue pas le marasme économique, la coalition recourt au ritualisme de l'excommunication permanente des saboteurs, à savoir les fonctionnaires, cadres et commerçants appartenant au parti d'opposition. Cette politique présente trois inconvénients au moins : elle n'apporte aucun remède aux dysfonctions et aux prélèvements successifs causés par les clientèles bureaucratiques ; l'attaque frontale au secteur privé et aux cadres et fonctionnaires opposants augmente le marasme économique ; l'attaque directe à tous les secteurs d'opposition — qui sont majoritaires — empêche toute coalition tactique.

d) La dénonciation permanente d'une opposition majoritaire peut maintenir en équilibre précaire une coalition hybride mais ne peut constituer la base de l'exercice du pouvoir. Minoritaire dans le pays, l'Unité Populaire devait résoudre trois préalables négligés durant la période d'euphorie populiste (54) :

1. Il fallait résoudre en premier lieu les divergences programmatiques. Les léninistes-blanquistes, devant le raidissement de l'opposition et convaincus de l'impact positif d'une catastrophe économique sur la lutte des classes, incapables de percevoir le caractère erratique et minoritaire de leurs clientèles accentuent leurs tactiques agressives et s'opposent aux courants léninistes-stalinistes et populistes qui freinent les blanquistes sans avoir cependant de politique alternative à proposer (55).

2. Il fallait utiliser efficacement le pouvoir local détenu par l'Unité Populaire pour contre-balancer les forces sociales et politiques antagoniques. Après tout, même minoritaire, l'Unité Populaire disposait du contrôle de l'ensemble des services publics et des parastataux. Ces services ont été victimes de l'économie prédatrice et du système de clientèles. Les nouveaux « managers » du Chili pouvaient difficilement offrir une

(54) Les trois problèmes furent énoncés explicitement par l'Unité Populaire. *Vide* : Declaracion de « El Arrayan » : *Nuevas tareas para el Gobierno Popular y el Pueblo Chileno*. (Conclusiones de la Reunión del Comité Nacional de la Unidad Popular). Santiago, 9 février 1972.

(55) Les léninistes-stalinistes qui sont les seuls à faire preuve d'une certaine rationalité politique, n'ont pu résoudre le dilemme suivant : 1) appuyer les tactiques agressives des blanquistes qui n'avaient pratiquement aucune chance de réussir ; 2) maintenir à tout prix un système de transaction traditionnel avec une opposition qui n'en voulait plus.

continuité administrative, chacun d'entre eux se considérant avant tout comme fonctionnaire de son parti et devant diriger les fonctionnaires moyens et subalternes souvent membres de l'opposition, que le régime ne s'efforçait pas de rallier. Quant au népotisme, il ne pouvait surprendre que ceux qui ignoraient l'histoire administrative des régimes populistes antérieurs.

3. La mobilisation populaire aurait pu suppléer aux déficiences du régime. Les timides essais d'expression populaire ont été freinés en permanence par les divergences idéologiques, l'incapacité organisationnelle et les habitudes autoritaires des Caudillos de l'Unité Populaire. Ces derniers ont préféré remplacer la mobilisation populaire par une semi-manipulation des masses, agitées en permanence par une propagande plus émotionnelle que rationnelle. L'urgence des problèmes à résoudre a conduit graduellement le gouvernement à préférer le maintien de la communion émotionnelle à un effort généralisé de conscientisation. Finalement, les difficultés de l'exercice du pouvoir ne donnent pas au gouvernement le temps de systématiser les expériences isolées de participation populaire qui sont soumises aux forces centrifuges d'autonomie et de corporatisme et centripètes de soumissions à chacune des forces partisanses (56).

Minoritaire socialement et politiquement, inefficace administrativement, asphyxiée économiquement, incapable d'organiser un pouvoir populaire alternatif, la coalition hétéroclite ne gouvernait plus réellement le pays depuis la fin de l'euphorie populiste. L'anarchie populiste a créé un *political vacuum* dans lequel ont pu s'engouffrer avec un succès croissant les tentatives subversives réactionnaires, impuissantes durant la période euphorique. Le vide politique n'a pu être comblé par une restauration pure et simple d'une alliance socio-politique de centre droit utilisant le système institutionnel de poids et contre-poids légaux de la semi-démocratie enrayée. La légitimité légale du gouvernement Allende, l'ampleur de la crise économique, l'importance des intérêts économiques en jeu, la prolifération des clivages socio-politiques introduits par les propagandes émotionnelles, l'abus du système partisan de la clientèle et les réformes de structures, la crainte pathologique d'une propagande léniniste-blankiste en essor ont fait basculer l'ensemble des mécontents dans le camp des

(56) Le « peuple » a été l'objet plus que le sujet d'initiatives intéressantes mais désordonnées, qui n'ont pas échappé à la concurrence démagogique des partis pour renforcer leurs clientèles. Les embryons du « pouvoir populaire » se sont souvent transformés en nouveaux groupes de pression luttant pour des avantages économiques immédiats. Cfr. H. ZEMELMAN : « Significación del poder popular » in *Cuadernos de la Realidad Nacional*, juillet 1973, no 17, pp. 199-212.

partisans d'une réaction subversive illégale. Celle-ci a été synthétisée par une junte militaire hybride où se cotoient, avant de s'affronter, des tendances diverses qui vont du populisme de droite au corporatisme fascisant en passant par l'idéologie du capitalisme sauvage à la brésilienne (57).

5. Socialisme et rationalité.

Le cadre de cet essai n'épuise pas la complexité d'une vie politique nationale dont l'examen détaillé nécessiterait un effort scientifique collectif et inter-disciplinaire. Les modèles esquissés fournissent cependant des réponses provisoires, des hypothèses, aux questions posées.

a) Le terme *légalité* recouvrait pour les dirigeants de l'Unité Populaire, l'ensemble des procédés constitutionnels, juridiques, institutionnels et culturels de la vie politique chilienne à savoir un régime semi-démocratique instable et inefficace face aux problèmes du développement. Le terme *socialisme* n'avait, lui, aucun sens précis et constituait un symbole émotionnel susceptible d'une infinité d'interprétations contradictoires.

b) Il n'y avait pas de congruence rationnelle entre des procédés inefficaces politiquement, et des aspirations finalistes non élaborées consciemment.

c) La formule affective et irrationnelle dans le contexte chilien a permis à différentes idéologies et forces politiques concurrentes de coexister provisoirement. L'imbrication des rationalités concurrentes les ont privé de leur congruence particulière sans augmenter la probabilité de succès du projet confus commun (58).

Le caractère partiel de ces conclusions confirment indirectement des leçons bien connues après un siècle d'échecs socialistes :

a) Si le socialisme désigne une société rationnelle autogérée par l'ensemble des citoyens, libérés des problèmes essentiels de la rareté, il est impossible que des pays insuffisamment développés créent un modèle socialiste valable pour les pays industrialisés.

(57) N.B. : 1) Depuis 1945, toutes les expériences populistes en Amérique Latine se sont terminées par l'établissement de gouvernements autoritaires qui, depuis 10 ans, sont en général mis en place par les forces armées ; 2) A la différence du Brésil, la capacité des militaires chiliens de maintenir un front homogène et une congruence politique sont peu probables. La force des militaires chiliens provient surtout de la faiblesse des secteurs populistes et léninistes plus que d'une cohésion interne. Ils devront faire face, comme tous les gouvernements antérieurs, aux problèmes des classes moyennes.

(58) Vide M. WEBER : *Economie et Société*, op. cit., t. I, p. 22.

b) Lorsque le socialisme prétend être un projet de développement et de justice sociale dans un pays économiquement arriéré, il oscille sans cesse entre la tentation populiste et des idéologies néo-léninistes. L'aventure populiste qui écarte les finalités consciemment élaborées et les conduites politiques rationnelles, constituent un bain de culture adéquat pour les régimes fascistes. Le néo-léninisme, basé sur une politique rationnelle de la part des dirigeants, remplace la conscientisation des groupes sociaux par un ensemble de pratiques rituelles qui repoussent dans un avenir lointain l'existence d'une société rationnelle et auto-gérée par l'ensemble des citoyens (59).

Summary.

In this paper about Chile, Weber's taxonomy of rational behavior is used together with a genetic-structural approach to explain chilean political life, which can be understood by the following variables : a mean demography, an authoritarian and religious culture, a capitalistic, dependent and under-developed economy, an hybrid social stratification, a centralised state characterized by an highly developed burocracy. In such a context the « Popular Unity » results from a specific acculturation of antagonistic ideologies related to different social strata, to competitive political groups as well as to rival pressure groups. In the short term ; the conflicting interests might coexist thanks to a growing social support motivated by a superficial economic nationalism, emotional anti-capitalistic feelings and the rise in the income of the popular and middle classes strata.

On the other hand, the left government, divided by social, political and ideological oppositions was unable to run the civil service, to structure a congruent economic policy and to face international or national subversion.

(59) Le néo-léninisme a l'avantage par rapport au populisme de représenter une réponse plus ou moins efficace aux problèmes du développement économique du Tiers-Monde. Le progrès des méthodes pédagogiques permettrait *peut-être* la conscientisation de masses prolétaires qui pourraient ainsi réaliser une mutation socio-économique sans passer par l'autoritarisme politique qui correspond plus à la culture dominante dans le Tiers-Monde qu'à l'émergence de « l'avant-garde du prolétariat ». — Vide sur ce point deux approches différentes : a) P. FREIRE : *Pedagogia del Oprimido*, Bogotá, 1965 ; b) LENINE : *Que faire ?*

